

Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie

1 allée du Château

CS 45001

57085 METZ Cedex 03

Téléphone : 03-87-55-79-86

Télécopie : 03-87-55-77-01

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES** **(C. C. A. P.)**

Etabli en application du Code de la Commande Publique, et selon les dispositions du le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et services

### **REALISATION DE PRESTATIONS DE TRANSPORTS DE CORPS AVANT MISE EN BIERE A DESTINATION DES CHAMBRES MORTUAIRES DES SITES DE MERCY ET BEL-AIR**

*La procédure de consultation utilisée est celle du marché à procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la Commande Publique.*

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : 18 juillet 2025 à 12 heures**

## **ARTICLE 1 - PARTIE CONTRACTANTE**

Le CHR METZ-THIONVILLE personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le CHR de Metz Thionville est unique Pouvoir Adjudicateur pour l'ensemble des établissements membres du Groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord.

Les autres membres du Groupement Hospitalier de Territoire Lorraine Nord, sont :

**Etablissement Public Départemental de Santé de GORZE :**  
163 rue de la Meuse, 57680 GORZE

**Centre Hospitalier de BRIEY :**  
31 Avenue Albert de BRIEY, 54150 BRIEY

**EPSM de JURY :**  
BP 75088, 57073 JURY

**Centre hospitalier de BOULAY :**  
1 rue de l'Hôpital, 57220 BOULAY

**Centre hospitalier Spécialisé de LORQUIN :**  
5 rue du Général De Gaulle, 57790 LORQUIN

En tant que membre associé du Groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord, l'Hôpital d'Instructions des Armées LEGOUEST pourra également être, au cas par cas, inclus dans le périmètre précité :

**Hôpital Régional d'Instructions des Armées LEGOUEST :**  
27 avenue de Plantières, 57070 METZ

## **ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ**

La présente consultation a pour objet **la réalisation de prestations de transports de corps avant mise en bière à destination des chambres mortuaires des sites de Mercy et Bel-Air.**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiqués dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

## **ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT- DUREE DU MARCHÉ**

### **3-1-Décomposition du marché :**

Le marché est traité en 2 lots, décomposés comme suit :

**Lot 1 :** transports de corps avant mise en bière depuis la chambre de transfert du Centre Félix Maréchal (1, rue Xavier Rousselle 57000 METZ) vers la chambre mortuaire de l'Hôpital de Mercy (1, allée du Château 57085 METZ)

**Lot 2 :** transports de corps avant mise en bière depuis la chambre de transfert de l'Hôpital d'Hayange (51, rue de Wendel 57700 HAYANGE) vers la chambre mortuaire de l'Hôpital de Bel Air (1-3, rue du Friscaty 57126 THIONVILLE).



### **3-2-Durée du marché**

Le marché aura une durée de 12 mois à compter du 18 octobre 2025 ou à compter de sa notification si elle intervient ultérieurement).

Il est ensuite reconductible 3 fois pour une durée de 12 mois chacune. La reconduction sera tacite. A l'inverse, en cas de non reconduction annuelle, la décision sera prise de manière expresse avec un préavis de 2 mois avant l'échéance de la prochaine période de 12 mois.

## **ARTICLE 4 – FORME DU MARCHÉ ET PROCEDURE DE PASSATION**

### **4-1-Forme du marché :**

Le marché issu de la présente consultation est un accord-cadre selon les dispositions des articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique pour les différentes fournitures.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article R 2162-2 du code de la commande publique.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du présent marché.

Les prestations du présent marché donneront lieu à exécution après notification d'un bon de commande comportant :

- La désignation des prestations,
- Le lieu des prestations,
- L'adresse de facturation.

Le bon de commande sera signé par le représentant légal du C.H.R ou son délégué.

### **4-2- Procédure de passation :**

La procédure de consultation utilisée est celle du marché à procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la Commande Publique.

## **ARTICLE 5 – CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION**

Ces conditions et délais sont fixés au CCTP.

## **ARTICLE 6– PRIX**

### **6-1- CONTENU DES PRIX :**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu d'exécution des prestations ; ainsi que d'éventuels frais administratifs (préparation de commande, facturation ou autres) et ne doivent pas être liés à un minimum de commande.

Le marché est traité à prix unitaire. Les prix seront libellés en Euros.

Les candidats devront proposer des prix franco de port.

Le cas échéant, les prix pour les produits catalogue sont ceux après remise accordée par le fournisseur dans son offre.

## **6-2 - FORME DES PRIX :**

Les prix sont fermes la première année d'exécution du marché, et révisables ensuite chaque année dans les conditions ci-dessous.

Le titulaire pourra transmettre ses nouveaux tarifs à chaque date anniversaire du marché, et en informera le Pouvoir Adjudicateur avec un préavis de 1 mois avant la date anniversaire, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Le titulaire proposera les prix révisés selon la formule de calcul ci-dessous.

Si aucun réexamen n'est effectué dans le mois précédent la date anniversaire de l'accord-cadre, les prix précédents seront considérés comme les prix en vigueur pour la nouvelle période.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base du « mois zéro » (M0 = juillet 2025).

Les prix sont fermes pendant la 1ère année d'exécution du marché. Ils sont révisables une fois par an à compter de la 2ème année d'exécution du marché, par application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0.30 (S_1/S_0) + 0.70 \times (I_1 / I_0)]$$

Où :

P = Prix révisé

P0 = Prix initial du marché réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (juillet 2025)

S1 = dernière valeur connue de l'indice S au moment de la révision.

S0 = Valeur initiale de l'indice S au mois 0.

I1 = dernière valeur connue de l'indice I au moment de la révision.

S0 = Valeur initiale de l'indice I au mois 0.

**Indice S :** Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.3 - Entretien et réparation de véhicules particuliers – Identifiant 001764109

**Indice I :** indice INSEE 1375188 : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC).

## **ARTICLE 7-DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents qui régissent la consultation sont dans l'ordre de priorité décroissante.

### **7-1- PIECES PARTICULIERES :**

- l'acte d'engagement (type ATTRI 1.) et l'annexe financière éventuelle,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;

### **7-2- PIECES COMMUNES :**

Les pièces communes ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et services.



## **ARTICLE 8 – INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **ARTICLE 9- AVANCE FORFAITAIRE - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

### **AVANCE FORFAITAIRE : ARTICLE R.2191-3 ET R.2191.7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le CHR Metz-Thionville pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à **50 000 € H.T.**, sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus dans l'acte d'engagement.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

Pour un contrat de maintenance à l'attachement, le montant de l'avance est liée au montant du bon de commande de prestations à l'attachement : tout ordre de service ou bon de commande atteignant 50 000 € H.T. ouvre droit à l'avance forfaitaire.

Le versement se fera alors dans les 50 jours suivant la notification du marché (pour un marché relatif à un contrat de maintenance Tous risques), ou la notification du 1<sup>er</sup> ordre de service ou bon de commande portant demande d'exécuter la prestation (en particulier pour un marché relatif à un contrat de maintenance à l'attachement).

### **GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au CHR Metz-Thionville la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le CHR Metz-Thionville, dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

## **ARTICLE 10 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE**

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le CHR Metz-Thionville procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

## **ARTICLE 11- ETABLISSEMENT DES FACTURES**

Les factures seront envoyées à l'adresse suivante et reçues au fur et à mesure des prestations :

## Centre Hospitalier Régional METZ-THONVILLE

Hôpital de Mercy - Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie – 1, Allée du Château, 57 000 Metz.

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Code SIRET : 265.702.803.00510

Code service : PREXT

### 11-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures seront établies avec les indications suivantes :

- ▢ les noms et adresse du créancier
- ▢ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- ▢ le numéro et la date du marché
- ▢ la copie du bon de commande
- ▢ la date d'exécution
- ▢ le prix unitaire H.T
- ▢ le montant hors T.V.A.
- ▢ le taux et le montant de la T.V.A.
- ▢ le montant total T.T.C.
- ▢ la date d'envoi de la demande de paiement.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

### 11-2- DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT

Conformément à l'article R.2192-11-1° du Code de la Commande Publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours à réception d'une facture conforme.

## **ARTICLE 12- PENALITES**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

- Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par heure de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = V \times R / 10$$

où :

P = montant des pénalités,

V = valeur des prestations sur laquelle est appliquée la pénalité,

R = nombre d'heure de retard.

- Conformément à l'article 30.3 du CCAG/FCS, une réfaction de prix pourra être appliquée sur la facturation en cas de défaillance de la prestation (prestataire non joignable, non accusé de réception de la commande, non tenu du recueil des appels etc...).

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S. : il n'est fixé aucun seuil d'exonération de pénalités.

En cas d'application de ces pénalités, le règlement de leur montant sera effectué par déduction sur la dernière facturation émise par le titulaire du marché.



Le montant total des pénalités est toutefois limité à 10% du montant global annuel du marché.

#### **ARTICLE 13 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

En cas de défaillance imputable au titulaire dans l'exécution de sa prestation, de prestation incomplète ou rejetée, de retard, ou de non remplacement dans les délais accordés ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur du marché pourra se fournir là où il le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du titulaire défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à l'exécution effective des prestations par la tierce entreprise appelée en remplacement.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et récupérée par titre de recette. A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

#### **ARTICLE 14 - RESILIATION**

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G./FCS.

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1<sup>er</sup> du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

#### **ARTICLE 15 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame l'Inspectrice Générale des Finances,  
Rue des Frères Lacretelle, 57070 Metz  
tél. : 03 87 65 17 60, fax : 03 87 65 17 99.  
[T057061@cp.finances.gouv.fr](mailto:T057061@cp.finances.gouv.fr)

#### **ARTICLE 16- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX**

La juridiction compétente pour tous contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal Administratif de STRASBOURG.

#### **ARTICLE 17 – DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du C.C.A.G. – F.C.S.

Fait à Metz, le 11 juin 2025

Katia REBELO-SEWASTIANOW,

Directrice des Achats  
de la Logistique et de l'Hôtellerie